



Jeanne ADRIAN née PAGE

Courriel : jeanne.adrian@unc.nc

FORMATION

Thèse de Doctorat en Droit public - Université Aix-Marseille III (2000)

Sujet : « *Du partage des compétences au partage de la souveraineté : des territoires d'outre-mer aux 'pays d'outre-mer'* »

Mention Très honorable avec les félicitations du jury, proposition pour un prix de thèse et publication (thèse publiée aux éditions PUAM, 2001)

Prix : - 1^{er} Prix du Conseil général des Bouches du Rhône pour la meilleure thèse sur les collectivités locales 2001

- 1^{er} Prix ThèsePac (Thèses sur le Pacifique) 2002

ILEC (International Legal English Certificate) C1 Pass (73/100) 2013

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 2018 : Université de la Nouvelle-Calédonie

Enseignant-chercheur en Droit public

De 2007 à 2017 : Vale Nouvelle-Calédonie SAS

-2015-2017 : Responsable des affaires extérieures et institutionnelles

-2007-2015 : Responsable du service juridique (droit minier, droit administratif, droit de l'environnement, droit des contrats ...)

De 2006 à 2007 : Juriste libérale

Conseil juridique et formation en droit public (Droit public, Institutions politiques et administratives de la Nouvelle-Calédonie...)

De 2004 à 2005 : Tribunal administratif de Nouméa

Assistante de justice : préparation et instruction des dossiers contentieux en liaison avec les magistrats

De 2000 à 2004 : Institutions de la Nouvelle-Calédonie

Province Sud de la Nouvelle-Calédonie : Chargée de mission auprès du 1^{er} vice-président de l'assemblée de la province Sud, député de la Nouvelle-Calédonie

Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie : Chargée de mission au Cabinet de la présidence pour les affaires juridiques et les questions relatives à l'enseignement, la fonction publique, le travail et la formation professionnelle

Activités d'enseignement et de formation en parallèle :***Vacataire Université de la Nouvelle-Calédonie***

Depuis 2010 :

- Cours sur « Le droit minier en NC », DEUST Géosciences

De 1995 à 2007 :

- Cours magistral sur « L'organisation politique et administrative de la NC », Master 1
- Cours magistral de Droit administratif, Capacité en Droit
- Travaux dirigés de contentieux administratif, Master 1
- Travaux dirigés en Droit constitutionnel et Droit administratif, Licence 2

Formatrice IFAP (Institut de Formation à l'Administration Publique)

- « L'organisation politique et administrative de la Nouvelle-Calédonie »
- « La fonction publique de la Nouvelle-Calédonie »

ACTIVITES ADMINISTRATIVES

- Administratrice provisoire du *Laboratoire de recherches juridiques et économiques* (LARJE) (depuis août 2021)
- Directrice adjointe du *Laboratoire de recherches juridiques et économiques* (LARJE) depuis 2020
- Membre du *Laboratoire de recherches juridiques et économiques* (LARJE) (depuis 2018)

- Membre élue de la Commission de recherche du Conseil Académique de l'UNC (depuis août 2021)
- Représentante élue au Conseil documentaire du SCD (Service commun de documentation) de l'UNC (depuis août 2021)
- Membre de la Commission des Relations Internationales de l'UNC, responsable de la mobilité pour le département de Droit, Economie et Gestion de l'UNC (depuis 2020)
- Référente Relations internationales pour le Département Droit-Economie-Gestion (DEG) de l'UNC (depuis 2020)
- Coordinatrice des stages du Département Droit-Economie-Gestion (DEG) de l'UNC pour la mention Droit (depuis 2018)
- Membre du *Conseil de département Droit-Economie-Gestion* de l'Université de la Nouvelle Calédonie (2018-2021)
- Membre de la PIPSA (Pacific Islands Political Studies Association) depuis 2018

PUBLICATIONS

- Le droit minier de la Nouvelle-Calédonie, in *Understanding New Caledonia, governance and path*, PUNC, à paraître
- « Le droit minier en Nouvelle-Calédonie », in *Dictionnaire juridique des Outre-mer*, Géraldine Giraudeau, Mathieu Maisonneuve, dir., LexisNexis, 2021
- « Le nickel, vecteur d'indépendance ou de dépendances ? » Cahier du LARJE n° 2019-7, décembre 2019
- « La Nouvelle-Calédonie à l'épreuve du partage de souveraineté », in *Actes du Colloque sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie des 17 & 18 novembre 2017*, PUNC, p. 169 et s., 2018
- « Les transferts de compétences », in *101 mots sur les institutions de la Nouvelle-Calédonie*, sous la Dir. F. Garde et J.-Y. Faberon, Editions Ile de Lumière, 240 p., 2002
- « Le gouvernement de Nouvelle-Calédonie », in *101 mots sur les institutions de la Nouvelle-Calédonie*, sous la Dir. J.-Y. Faberon et F. Garde, Editions Ile de Lumière, 240 p., 2002
- « Le Conseil constitutionnel du Cambodge », *Annuaire international de justice constitutionnelle*, 2002, p. 75 et s.
- Du partage des compétences au partage de la souveraineté : des territoires d'outre-mer aux « pays d'outre-mer », PUAM, 2001, 626 p.

- « L'ombre du Conseil constitutionnel », in *La loi d'orientation pour l'outre-mer du 13 décembre 2000 : quelles singularités dans la France et l'Europe ?*, sous la Dir. Elfort, J.-Y. Faberon, V. Goesel-Le-Bihan, Th. Michalon, F. Reno, PUAM, 2001
- « La souveraineté partagée : irréversibilité et auto-organisation », in *La souveraineté partagée en Nouvelle-Calédonie et en droit comparé*, La documentation française, 2000, p. 275 et s.